

Le pouvoir tente de calmer les opposants à la révision de La Constitution

@rib News, 06/12/2013 Une astuce de faire reculer les manifestations prévues lundi ? L'Assemblée Nationale Burundaise vient de trouver une astuce de retarder la descente dans la rue des opposants politiques en invitant les responsables politiques, la société civile et les confessions religieuses dans un atelier consacré aux propositions de remaniements de la Constitution. Dans cette invitation, dont La Rédaction a pris connaissance ce jeudi, Pie Ntavyohanyuma, président de l'Assemblée Nationale précise que l'atelier aura lieu dans les enceintes de l'Assemblée Nationale, dans le Kigobe, du 19 au 20 décembre.

Alors que la marche manifestation prévue pour ce lundi le 9 décembre 2013, aucun membre de l'opposition n'est au sein de l'ADC-Ikibiri n'a pas encore réagi à cette invitation surprenante. Une stratégie ne de pas se ridiculiser. Une stratégie que le Gouvernement estime que ce dernier ne pouvait pas retirer le projet de loi de l'Assemblée Nationale aux risques de se ridiculiser. Selon notre source qui a requis l'anonymat, les propositions qui seront données dans cet atelier seront incorporées dans le projet, ce que le Gouvernement avait refusé depuis longtemps. Mais, notre source se pose la question de savoir comment l'Assemblée Nationale va étudier un projet différent de celui envoyé par le Gouvernement quand ces propositions seront incorporées dans le projet. Qui va défendre ces amendements, s'interroge cette source, à ce moment où le Ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana s'active pour l'effacement du consensus démocratique. Les pressions se sont multipliées ces derniers jours après l'entêtement du Gouvernement et l'annonce de l'opposition Burundaise de « descendre dans les rues pour y rester longtemps si elle n'aurait pas associé cet amendement de la Constitution », comme avait annoncé le président du MSD Alexis Sinduhije, Léonard Nyangoma, président du CNDD et Léonard Nkundakumana, président du Frodebu. D'abord, il y a les Nations Unies, qui dans leur communiqué de ce mercredi ont appelé les acteurs politiques de se mettre ensemble pour trouver des solutions à ce problème, se disponibilisant d'ailleurs pour une éventuelle aide. Puis viennent les sages (Abashingantahe) qui se sont aussi exprimés contre l'entêtement du Gouvernement et la descente dans les rues des opposants politiques. Des sources bien informées soulignent que les responsables de l'opposition ont été accueillis successivement par les sages, les leaders des confessions religieuses et même des diplomates pour échanger sur cette situation. D'autres associations et confessions religieuses proches du pouvoir avaient aussi accusé l'opposition, sans marquer de différence entre manifestations pacifiques légales (comme stipule la constitution burundaise) et les émeutes. Mercredi, l'Assemblée Nationale avait annoncé, via son porte parole, François Kabura, qu'elle va organiser un atelier pour que chaque contribution soit écoutée et si possible incorporée dans le draft. A voir alors l'allure que prendra les teneurs de la pression sur les deux camps, la probabilité d'abandonner la rue lundi grande. [JMM]